

Un véritable mouvement de révolte dans les hôpitaux

L'Humain et la planète d'abord ! Extraits des 12 propositions pour la France et pour l'Europe

1. Un travail qui paie pour une vie digne : *salaire minimum européen établi dans chaque pays à au moins 60% du salaire moyen (1400 euros net en France)...*
2. Agir pour l'emploi : *relocalisation de nos productions par une clause de proximité dans tous les marchés publics, égalité complète entre travailleur-euses détachés et locaux avec un haut niveau*
3. Moratoire sur les libéralisations de services publics, *création d'un fonds pour le progrès social et écologique, développement des services publics financé par la Banque centrale européenne*
4. Agir pour l'interdiction de l'évasion fiscale, mettre en place le prélèvement à la source des multinationales avec un *taux minimal d'imposition des profits à 20 %, diviser par trois le salaire du Président de la Commission européenne.*
5. Refuser de soumettre le budget de la France à la commission européenne, *organiser un processus citoyen pour élaborer un nouveau traité européen*
6. Couper les liens entre les institutions européennes et les lobbys des multinationales
7. Sortie de la France de l'OTAN, *engagement de négociations avec les États pour qu'ils ratifient le traité de désarmement nucléaire adopté à l'ONU en 2017*
8. Fin des négociations et ratifications en cours des accords de libre-échange (CETA, JEFTA traité Europe - États-Unis), *une politique de coopération internationale et d'investissement dans l'élévation des conditions sociales, sous contrôle des travailleurs de l'UE et des pays concernés*



L'Humain et la planète d'abord !

En convergence avec les Gilets jaunes et leur aspiration à un développement des services publics, on assiste à un mouvement de révolte dans les hôpitaux.

Après les personnels des Ehpad, ce sont ceux des maternités, des urgences, de la psychiatrie qui se mobilisent pour leurs conditions de travail et contre les restrictions imposées.

Emmanuel Macron oppose à ce mouvement pétri d'humanité, le cynisme et le mensonge. Il nous assure qu'il ne fermera plus d'hôpitaux mais il continue de supprimer des services et des lits, de faire la part belle aux financiers sans âme investis dans la santé. Il taille dans la chair du service public non par souci d'une bonne gestion de l'argent public, mais pour satisfaire des intérêts étrangers aux besoins de santé. Il s'agit pour lui de réduire les dépenses publiques afin de favoriser les profits des milieux financiers français et européens.

Toute création d'emploi obtenue est une importante victoire mais c'est toute la politique de santé et ce qui l'inspire, cette volonté de donner satisfaction aux capitaux dominants, qu'il faut changer.

Le peuple ne peut se contenter d'occuper les ronds-points, il doit investir tous les lieux de pouvoir, notamment à l'entreprise, dans les banques, là où se créent les richesses, où se distribue le crédit, et obtenir un véritable changement de politique.

Chaque citoyen peut y contribuer également en votant pour la liste du PCF conduite par Ian Brossat aux élections européennes.

C'est aussi bon pour la santé.

Pierre Ivorra

Chroniqueur au journal l'Humanité

Chaque mercredi, dans l'Humanité «LA CHRONIQUE ECONOMIQUE DE PIERRE IVORRA»



ELECTIONS EUROPEENNES : Dimanche 26 mai 2019

Votons pour la liste conduite par Ian BROSSAT :

POUR L'EUROPE DES GENS, CONTRE L'EUROPE DE L'ARGENT





Jean Dréan, 86 ans, résident à l'Ehpad Thérèse Rondeau de Quimper
Ancien cheminot, militant communiste de la section PCF de Morlaix et CGT :

*“Il faut ouvrir le cœur de toutes et tous pour que
le traitement des humains soit réellement humain”*

Jean DREAN vit depuis cinq ans à l'Ehpad Thérèse Rondeau de Quimper. En 2018, il a interpellé la Ministre de la Santé:

" Je me permets de saluer le courage, le dévouement, l'engagement des personnels... qui méritent mieux qu'un petit salaire... Je souligne la volonté des directions de s'engager pour le bien-être des résident-es, engagement qui dépend évidemment des moyens attribués... Vous avancez des millions où des milliards sont nécessaires..."

Le verdict de la Commission d'éthique est effrayant. Le journal La Croix parle des Ehpad

comme des lieux de maltraitance institutionnelle et de souffrance au travail. Elice Lucet, sur une chaîne publique, a sonné le tocsin avec sa caméra cachée. Les directeurs d'Ehpad évoquent manque de personnel et difficultés de recrutement. La presse se serait-elle emparée d'un problème sociétal d'envergure, le vieillissement ? On sous-estime la réalité vécue par les résidents et les familles... Arrêtons de cacher les vieux dans des lieux fermés. Chaque jour apporte son lot de désolations. Dans le doute... euh le Doubs, vingt résidents manquent à l'appel. On parlerait d'euthanasie...

Jean Dréan

Extraits de la réponse de Etienne Fischer, Chef de la Division des Cabinets du MINISTRE DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE (Novembre 2018) :

« La question de la maltraitance est un enjeu majeur pour le gouvernement. Tout acte de malveillance est intolérable, d'autant plus s'il est exercé sur une personne fragile, dans l'impossibilité de se défendre ou de le dénoncer.

Il appartient à l'Etat, garant de la protection des personnes vulnérables, de veiller au développement de bonnes pratiques professionnelles... Les Agences Régionales de Santé peuvent procéder à un examen attentif de chaque situation. Contrôles et inspections dans les Ehpad sont de leur compétence pour

le Conseil départemental étant concerné par la vie quotidienne... soins et l'hygiène, Vous pouvez aussi contacter le 3977, numéro d'appel national contre la maltraitance.

Trente millions seront alloués en 2019 pour des plans de prévention. De 2019 à 2021, les Ehpad recevront 360 millions pour recruter des soignants et les dotations de l'Etat ne baisseront pas en matière de dépendance. La présence d'infirmiers de nuit sera généralisée ainsi que l'accès à la télé-médecine en Ehpad, en particulier dans les zones à faible présence médicale.»

Vous pouvez appeler le 3977, N° contre la maltraitance

Vous avancez des millions où des milliards sont nécessaires...

LA
PAROLE
à...

Pour les élections européennes, Jean Dréan a signé l'appel à voter pour Ian Brossat, dans son département du Finistère. Militant inlassablement pour la dignité et le respect des retraité-es, il interpelle régulièrement les parlementaires, les ministres et leur crie sa révolte sur l'absence de moyens financiers pour le permettre.

Il siège, en citoyen à part entière, au Conseil de la Vie Sociale de son Ehpad de Quimper. (Etablissement pour l'Hébergement des Personnes Agées Dépendantes)

Témoignage de Viviane Hélard-Huitol, directrice de l'Ehpad de Saint-Nicolas du Pélem.



"Nous souhaitons que nos parents vivent longtemps et sans troubles. En parlant des Ehpad comme des mouiroirs, les gens projettent leur propre angoisse face à leur devenir. Et le moindre problème survenant dans un Ehpad éclabousse tous les autres.

Notre rôle est la mise en place de bonnes pratiques professionnelles : projet d'accompagnement personnalisé, recueil des habitudes de vie pour chaque résident comme le prévoit la loi, sécurité des personnes (visuelle, alimentaire, etc). Elles sont "visitées" toutes les deux heures et nous avons deux gardiens de nuit. La tutelle exerce des "contrôles" réguliers et le personnel suit des formations. Mais notre plan de

maîtrise sanitaire ne peut pas tout empêcher. Les personnes âgées sont parfois plus en sécurité en Ehpad qu'à la maison. Le domicile a ses limites, surtout pour les profils de type Alzheimer. A quand l'augmentation du nombre d'unités Alzheimer ?

En Ehpad, les besoins en personnels ne font que croître. Les conditions de travail ne sont pas attractives (travail de nuit, week-end), les recrutements difficiles. Comment peut-on susciter des vocations sans valoriser ce métier, d'autant que l'image véhiculée par les médias est décourageante ? Les personnels en fin de carrière ne peuvent prétendre à un allègement du temps de travail. Les écoles d'aide-soignant(e) ne font plus le plein. Le métier n'est pas reconnu.

Il est parfois difficile pour les Ehpad de faire venir des médecins généralistes.

En Côtes d'Armor, le point dépendance est sous la moyenne nationale (6,93 contre 7,20). La masse salariale représente 70% du

budget qui est revu tous les 5 ans. Il ne tient compte que de la dépendance et de la charge de travail. La prévention, chronophage, et la rééducation ne sont pas valorisées. L'évaluation de la dépendance faite pour valoriser l'APA (Aide personnalisée à l'autonomie) n'est plus la même à l'entrée en Ehpad. Le Conseil départemental verse une dotation.

La vieillesse n'est pas une maladie mais une période de la vie à accompagner. Nous devons respecter les aînés qui ont été actifs avant nous. L'Ehpad est un lieu de vie, même quand les troubles et pathologies apparaissent.

Celles-ci sont de plus en plus lourdes dans le grand âge. D'ici 2060 les personnes de plus de 85 ans passeront de 1,3 à 5,4 millions. Peut-être faudrait-il penser dès maintenant à la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale ? Et réfléchir à la solidarité en dehors du cercle familial.

La dépendance ne doit plus être de la seule compétence des départements."

Le résident paye 1700 € par mois pour un logement de 30 m2



<https://www.youtube.com/watch?v=WKYniJ5IAh>



En manifestation dans le « boulevard Mulliez » à la frontière belge. Là où les pauvres exilés fiscaux mais riches millionnaires ont trouvé refuge pour échapper au fisc. @Fabien_Rssl @IanBrossat @RaoulHedebouw @ptbbelgique

Le 4 mai, les PCF et le PTB à la poursuite des évadés fiscaux pour unir leurs forces contre la fraude fiscale avec Ian Brossat, Marie Hélène Bourlard, Fabien Roussel du PCF et Marc Botenga, Raoul Hédébou du PTB

Au niveau national, appellent à voter pour la liste de Ian Brossat :

DERNIERE
MINUTE ...

Patrick Pelloux (urgentiste), **Roland Gori** (psychanaliste), **Isabelle Lorand** (chirurgienne, responsable des Rencontres Niemeyer), **Yann Le Pollotec** (informaticien, animateur des états généraux du numérique), **Joëlle Bordet** (psychosociologue), **Yvon Quiniou** (philosophe), **Michel et Monique Pinçon-Charlot** (sociologues), **Mordillat** (écrivain et réalisateur), **Costa-Gavras** (réalisateur), **Robin Renucci** (acteur), **Malik Zidi** (acteur), **Josiane Balasko** (actrice), **Sira Rego** (n°2 de la liste Unida Podemos en Espagne), **Ernest Pignon-Ernest** (artiste plasticien), **Isabelle Aubret** (chanteuse), **Leïla Shahid** (dirigeante palestinienne), **Edmond Baudoin et Faujour** (dessinateurs), **Feloche** (chanteur), **Gustave Massiah** (altermondialiste)...

La fin de l'hôpital public...



POINT
DE
VUE

Les professionnels de santé l'ont compris. Malgré les plans de communication du gouvernement pour des raisons budgétaires et politiques, la nouvelle loi Santé entérine la fin de notre système de soins.

Le premier maillon de notre système de soins est la médecine générale.

La fin du numerus clausus qui limite le nombre d'étudiants est programmée à court terme. La prochaine génération de médecins n'arrivera donc que vers 2030. Or, aucun financement de centres pluridisciplinaires n'est prévu par l'Etat. C'est pourtant ce que souhaitent les jeunes médecins, une installation en groupe et un salariat au sein de centres de santé. Que nous propose la ministre ? Une certification des professionnels de santé, la possibilité pour les internes et médecins retraités d'établir des certificats de décès, la possibilité pour un interne d'assister un médecin généraliste dans les zones en manque de médecins. Pour ainsi dire rien !

Il aurait été juste de proposer des incitations financières dès cette année dans les zones blanches, où l'égalité des soins est depuis longtemps oubliée par l'incompétence des gouvernements successifs.

Il aurait été juste d'y créer ces centres pluridisciplinaires attendus par les acteurs de la santé. Il aurait été juste de prolonger d'un an le « stage en autonomie » pour les internes en fin de 3e cycle de médecine générale et qu'ils exercent ensuite dans ces centres. Pour ce faire, il faudrait un réel plan Santé, une action publique de l'Etat.

Le deuxième maillon est l'hôpital public dont la fin est programmée à travers la création d'un nouveau statut pour les praticiens hospitaliers qui s'ouvrira à la médecine libérale. Faute de pouvoir privatiser les hôpitaux, on libéralise le statut des médecins. La manœuvre politique est parfaite, les médecins des cliniques tenues par les mutuelles rentrent à l'hôpital public. La médecine à deux vitesses va s'accélérer et du même coup la fin de la gratuité des soins, dont le coût n'a jamais été assumé par les politiques. On ne pouvait pas privatiser la sécurité sociale, on privatise ses acteurs.

Ce plan Santé est un plan de communication. Il est orchestré par des « médecins » pour le rendre crédible. Les acteurs du public savent le désarroi dans lequel il nous conduira.

Dr Christian BRICE

Association des Médecins Urgentiste de France
Urgentiste - SAMU

Centre Hospitalier de Saint-Brieuc

A leur tour, les CHU dans l'œil du cyclone...

La Cour des comptes... plaide... pour l'émergence d'une « dizaine de CHU à visibilité internationale » qui concentreraient les plateaux techniques permettant des soins de pointe.

En effet, la plupart des établissements hospitalo - universitaires étrangers se concentrent sur les missions d'expertise et de soins de pointe et **n'assurent pas autant qu'en France une mission de soins de proximité !**